

Zurich, le 11 février 2019

## **Les investisseurs unissent leurs forces en vue d'exclure les armes controversées des indices conventionnels**

Plus de 140 gestionnaires d'actifs, investisseurs, gérants de fortune et fournisseurs de services financiers du monde entier, représentant USD 6800 milliards de fonds investis, font front commun pour demander aux fournisseurs d'indices de retirer les armes controversées<sup>1</sup> des indices conventionnels.

La lettre ouverte, envoyée à des représentants de FTSE Russell, Morningstar, MSCI, S&P Dow Jones Indices et STOXX, a également été publiée aujourd'hui dans le «Financial Times», la «Neue Zürcher Zeitung» et «Le Temps», avec la liste des signataires appelant les fournisseurs d'indices à agir.

L'investissement dans des sociétés liées à des armes controversées est d'ores et déjà contraire à certaines conventions internationales et réglementations nationales. Mais les indices conventionnels continuent à les inclure. Pour les investisseurs actifs qui utilisent des indices de référence standard, exclure ces sociétés signifie exposer les portefeuilles à des erreurs de suivi supplémentaires, ainsi qu'à un surcoût. Quant aux investisseurs passifs, ils n'ont, pour le moment, souvent pas le choix, car leurs stratégies répliquent en grande majorité les indices traditionnels, sans possibilité d'exclusion.

Aujourd'hui, les investisseurs qui suivent les indices conventionnels contribuent tous au financement de sociétés impliquées dans les armes controversées.

L'initiative, lancée en Suisse avec la coordination de Swiss Sustainable Finance, a pris une ampleur internationale également grâce à une présence sur la plate-forme collaborative des Principes pour l'investissement responsable (PRI).

Selon Sabine Döbeli, CEO de Swiss Sustainable Finance: «Ajuster les portefeuilles des investisseurs aux valeurs et normes établies devient la nouvelle normalité pour les fonds de pension ainsi que pour d'autres investisseurs institutionnels. Le fait que notre initiative ait obtenu le soutien d'un aussi grand nombre d'organisations constitue un signal fort à destination des fournisseurs d'indices. Nous

---

<sup>1</sup> Ces armes – parmi lesquelles figurent les bombes à fragmentation, les mines antipersonnel ainsi que les armes chimiques, biologiques et nucléaires, produites à l'intention de pays n'ayant pas signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires – peuvent causer des dommages sans discrimination ou disproportionnés. Leur usage est d'ailleurs interdit ou restreint par les conventions internationales.

considérons donc comme une conséquence logique que cette exigence soit prise en compte dans les indices mondiaux.»

Quant à Eric Borremans, responsable ESG chez Pictet Asset Management, il estime que «conformément aux conventions internationales, aux meilleures pratiques des investisseurs et à l'opinion publique, les fabricants d'armes controversées devraient avoir moins de facilité à obtenir des financements. Les indices étant à la base d'un grand nombre de produits d'investissement, tant actifs que passifs, nous sommes convaincus que la position par défaut devrait être de les exclure.»

Enfin, pour Peter Damgaard Jensen, CEO de PKA A/S: «En tant qu'investisseur responsable représentant plus de 300 000 épargnants, nous considérons les armes controversées comme inacceptables. Nous les avons donc exclues de tous nos investissements. Mais de nombreux fournisseurs de services liés à des produits indiciaires ne partagent pas ce principe, ce qui complique la tâche des investisseurs désireux de ne pas contribuer au financement de fabricants d'armes controversées. En joignant nos forces à celles d'autres investisseurs du monde entier, nous espérons faire passer ce message et inciter les fournisseurs d'indices à exclure, une fois pour toutes, les armes controversées des indices conventionnels.»

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de Swiss Sustainable Finance

[www.sustainablefinance.ch](http://www.sustainablefinance.ch)

**Pour toute information complémentaire:**

Liste des signataires : <http://www.sustainablefinance.ch/en/engagement-initiatives-content---1-3117.html>

Lettre ouverte aux fournisseurs d'indices mondiaux:

[http://www.sustainablefinance.ch/upload/cms/user/Controversial\\_Weapons\\_Letter\\_FINAL\\_2019\\_01\\_31.pdf](http://www.sustainablefinance.ch/upload/cms/user/Controversial_Weapons_Letter_FINAL_2019_01_31.pdf)

Annexe donnant des informations sur les armes controversées:

[http://www.sustainablefinance.ch/upload/cms/user/Controversial\\_Weapons\\_Appendix\\_FINAL\\_2018\\_11\\_14.pdf](http://www.sustainablefinance.ch/upload/cms/user/Controversial_Weapons_Appendix_FINAL_2018_11_14.pdf)

**Contact:**

Swiss Sustainable Finance

Sabine Döbeli, CEO

Grossmünsterplatz 6

8001 Zürich

Tél. +41 44 515 60 52

[sabine.doebeli@sustainablefinance.ch](mailto:sabine.doebeli@sustainablefinance.ch)

[www.sustainablefinance.ch](http://www.sustainablefinance.ch)

> [Newsletter SSF](#) – parution bimestrielle

> [Twitter @SwissSustFin](#)

> [LinkedIn Swiss Sustainable Finance](#)

**Swiss Sustainable Finance (SSF)** veut promouvoir le positionnement de la Suisse en tant que centre mondial de la finance durable, par des efforts d'information, de formation et d'encouragement de la croissance. Fondée en 2014, l'organisation a des bureaux à Zurich, Genève et Lugano. À l'heure actuelle, SSF compte 110 membres et partenaires : prestataires de services financiers, investisseurs, universités et hautes écoles, administrations, etc. La liste actualisée des membres et partenaires de Swiss Sustainable Finance est disponible [ici](#).